

LES POUVOIRS EMERGENTS DANS LA MONDIALISATION

PAR

JEAN-CHRISTOPHE GRAZ (*)

La Guerre froide fut une des rares structures historiques à disparaître sans que ne soit défini sur ses cendres un nouvel ordre mondial. Alors que les guerres napoléoniennes ont débouché sur le Congrès de Vienne et qu'il a fallu deux guerres mondiales pour accoucher de la Charte des Nations Unies, l'achèvement de la confrontation américano-soviétique a occasionné de nombreuses propositions de réformes institutionnelles sans qu'aucune d'entre elles n'aboutisse. Les principales structures du système des Nations Unies sont restées inchangées, le statut des institutions de Bretton Woods également et seule la création, en 1995, de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) a pu laisser croire un temps à l'avènement d'une nouvelle architecture internationale. Deux bouleversements majeurs résultent pourtant de façon conjointe et potentiellement contradictoire de la fin de la Guerre froide : le passage à une structure internationale unipolaire axée sur les Etats-Unis, d'une part, et l'emprise des phénomènes diffus auxquels on associe la mondialisation, d'autre part. Presque vingt après la chute du Mur de Berlin, on a pu apprécier les potentialités d'une telle situation, où la puissance américaine dans un monde unipolaire peut aussi bien se traduire par les excès d'une mondialisation marchande – le Consensus de Washington – que par l'*hubris* de la tentative impériale. La projection impériale de la puissance américaine et les forces les plus vives de la mondialisation du marché semblent aujourd'hui confrontées à leurs limites. Quoique distinctes à de nombreux égards, de telles difficultés reflètent aussi des contradictions analogues. L'intégration et la fragmentation sont les deux faces complémentaires d'une économie capitaliste qui redistribue d'énormes gains et pertes à l'échelle planétaire. De même, une politique impériale suppose à la fois contrôle et dislocation d'entités politiques plus ou moins éloignées.

Comment concevoir les pouvoirs émergents dans un tel contexte ? La première réponse consiste à identifier les principaux bénéficiaires de cette reconfiguration du pouvoir à l'échelle mondiale, parmi les acteurs qui ont acquis la capacité d'exercer une influence sur l'environnement international alors même qu'ils étaient auparavant confinés à une relation de dépendance

(*) Professeur, boursier du Fonds national suisse de la recherche scientifique, à l'Institut d'études politiques et internationales de l'Université de Lausanne (IEPI, Suisse).

plus ou moins marquée. Dans une perspective stato-centrique, les pouvoirs émergents dans la mondialisation se partagent ainsi entre le quatuor inégal des BICS, selon l'acronyme anglais communément utilisé pour dénommer le Brésil, l'Inde, la Chine et l'Afrique du Sud (1) : la Chine et l'Inde se taillent la part du lion, mais la dynamique en cours et le jeu d'alliances que jouent habilement l'Afrique du Sud et le Brésil font d'eux des acteurs également incontournables. Ce point de vue conventionnel reste toutefois trop étroit pour prendre la mesure des changements en cours : il peine à appréhender la nature des relations complexes à établir entre ces États, la dynamique transnationale des marchés et le degré de consentement que veulent bien leur octroyer les forces sociales qui les soutiennent.

C'est sur la base d'un tel constat qu'une seconde réponse mobilise les approches critiques en économie politique internationale, pour souscrire à une définition plus large des pouvoirs émergents à l'échelle internationale (2). Comme le note R. Cox, dans une telle perspective, «*le pouvoir est considéré comme émergent des processus sociaux et non pas comme allant de soi, sous forme de capacités matérielles accumulées qui, en réalité, résultent de ces processus*» (3). Aussi les sphères économique et politique, nationale et internationale ne peuvent-elles pas être séparées pour les besoins de l'analyse : il faut au contraire rendre compte des modalités qui les relient, des contingences sociales et historiques qui les définissent, des structures contraignantes, tant matérielles que normatives, qui canalisent les possibilités de changement social à l'échelle internationale. Une perspective critique sur les pouvoirs émergents dans la mondialisation suit une double démarche : d'une part, elle analyse des contraintes et des transformations structurelles qui définissent les limites du possible dans le monde contemporain ; d'autre part, elle analyse des opportunités de changement social à l'échelle mondiale et des conditions requises pour en assurer la dimension émancipatrice. Cette manière de faire évite de passer sous silence le contre-pouvoir émergent autour duquel gravitent les victimes de la mondialisation et de la projection impériale de la puissance américaine. Elle intègre les stratégies de rupture des acteurs étatiques et non étatiques cherchant à s'organiser et à mobiliser des forces sociales pour s'opposer au ren-

(1) La Russie, ancienne superpuissance, aujourd'hui membre du G8, est un cas particulier qui, dans cette perspective, ne correspond pas à un pouvoir émergent et, par conséquent, ne fera pas l'objet de la présente analyse.

(2) Cf. Jean COUSSY, «Economie politique internationale», in Marie-Claude SMOUTS (dir.), *Les Nouvelle Relations internationales. Pratiques et théories*, Presses de Sciences Po, Paris, 1998 ; Jean-Christophe GRAZ, «Les nouvelles tendances de l'Economie politique internationale», *Annuaire français de relations internationale*, vol. I, 2000, pp. 557-569 ; Christian CHAVAGNEUX, *L'Economie politique internationale*, La Découverte, Paris, 2004. Cf. également les numéros spéciaux publiés à l'occasion du dixième anniversaire des deux principales revues anglophones qui portent cette approche : «Special issue : tenth anniversary issue», *Review of International Political Economy*, vol. X, n° 4, nov. 2003 ; «Special issue : key debates in new political economy», *New Political Economy*, vol. X, n° 4, déc. 2005.

(3) Robert W. COX, «Social forces, States and world orders : beyond International Relations theory», *Millennium : Journal of International Studies*, vol. X, n° 2, 1981, p. 141.

forcement des inégalités dans un tel contexte. Une telle perspective suppose de faire le bilan de la montée en puissance de l'altermondialisme et de la croisée des chemins à laquelle il semble être aujourd'hui confronté, en particulier dans les alliances à passer avec des Etats comme le Venezuela et d'autres pays latino-américains voulant incarner une position progressiste en pointe de la lutte anti-impérialiste.

Cet article soutient la thèse selon laquelle les pouvoirs émergents sur la scène internationale s'opposent sur les réponses à apporter à la poursuite d'une transnationalisation du capitalisme dont le centre de gravité se déplace en Asie. Alors que les initiatives réformistes émanent des nouveaux bénéficiaires de la mondialisation, elles se confrontent au contre-pouvoir des acteurs organisés sur la base d'une plus grande rupture à son égard. Ces politiques constituent autant de réponses différenciées aux relations à établir entre Etats, sociétés, marchés, environnement naturel et rapports de genre dans la poursuite d'une transnationalisation du capitalisme. L'article analyse dans une première section la montée en puissance des principaux bénéficiaires de la mondialisation; la deuxième section est consacrée au contre-pouvoir que représente la nébuleuse de l'altermondialisme; la troisième se focalise brièvement sur le potentiel que renferme, en termes de nouvelles coalitions, l'Alternative bolivarienne pour les Amériques promue par la diplomatie pétrolière du président vénézuélien Hugo Chávez. La conclusion revient sur les principales configurations de forces en présence dans le contexte actuel de la mondialisation.

LA MONTÉE EN PUISSANCE DES GAGNANTS

L'irruption de puissances émergentes dans le contexte de la mondialisation se situe principalement parmi des acteurs qui ont choisi une voie médiane dans les modèles de développement opposés qu'ont été tout au long du vingtième siècle le socialisme et le capitalisme. Comme l'explique Jean Coussy, «*le transfert de pouvoir le plus important a été en faveur des pays qui ont, comme naguère le Japon ou aujourd'hui la Chine et l'Inde, accepté le capitalisme sous bénéfice d'inventaire et qui, loin de la zone d'influence du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, ont inséré le capitalisme dans des institutions nationales nées de leur propre histoire*» (4). Quelques chiffres permettent d'apprécier l'ampleur des transformations qui ont cours à l'échelle de l'économie mondiale. Le PIB des BICS (Brésil, Inde, Chine, Afrique du Sud), calculé en parité de pouvoir d'achat, croît à un rythme si élevé qu'il a doublé entre 2001 et 2006; même s'il reste de façon cumulée loin derrière les Etats-Unis, un tel taux de crois-

(4) Jean COUSSY, «L'effet paradoxal des puissances émergentes», *Alternatives économiques*, n° 65, 3^e trim. 2005, p. 23.

sance signifie que le seul PIB de la Chine rattrapera dans les quelques années à venir celui du Japon, deuxième puissance économique mondiale.

PIB, en milliards de dollars, de quelques pays

	2001	2006
USA	10 076	13 201
Japon	4 087	4 340
Chine	1 324	2 668
Brésil	552	1 067
Inde	478	906
Afrique du Sud	118	254

Source : Indicateurs de développement mondial de la Banque mondiale, 2007

Comme le montre le tableau ci-dessus, la part des BICS dans l'économie mondiale croît non seulement à un rythme élevé, mais c'est principalement en Asie que se situe ce pôle de croissance. Selon les estimations de la Banque mondiale et les projections de l'*Economist Intelligence Unit*, en écartant l'hypothèse de crises majeures, l'Asie devrait représenter 40 % du PIB mondial en 2020 et plus de 50 % en 2050 (5). La concentration en Asie des réserves de change mondiales conduit à penser que ces économies sont aujourd'hui beaucoup moins vulnérables à des crises financières ou monétaires que ne l'étaient les économies touchées par la crise asiatique en 1997. La Chine compte à elle seule des réserves de change qui totalisent, selon les estimations, plus ou moins 1 000 milliards de dollars, s'accumulant à un rythme de 20 à 30 milliards de dollars par mois; en y associant les réserves détenues par Hong Kong, Taiwan, la Corée du Sud, l'Inde et Singapour, ce ne sont pas moins de 38 % des réserves mondiales de change qui se concentrent entre ces pays; avec le Japon, on atteint le chiffre de 56 % (6). Ces réserves sont principalement alimentées par leurs excédents commerciaux, découlant en particulier des niveaux record du double déficit budgétaire et commercial des Etats-Unis, et par les volumes considérables d'investissements directs à l'étranger réalisés par les entreprises multinationales occidentales. Ici encore, pour chaque dollar investi dans l'ensemble des pays en développement, la Chine continentale et Hong Kong en captent environ le tiers.

Pour recycler cette manne avec les instruments les plus performants de la gestion financière et tenter de freiner la poussée inflationniste qui en résulte, le gouvernement chinois a plusieurs cordes à son arc. Il a créé en 2007 une nouvelle société publique d'investissements à l'étranger, *China*

(5) Chiffres cités par Philip GOLUB, «L'Asie dans l'économie politique mondiale contemporaine», communication présentée à l'Université de Bologne, 23 mai 2007, disponible sur le site Internet www.cartografa-reilpresente.org/articolo106.html.

(6) World Bank World Development Indicators 2007.

Investment Company (CIC), dotée initialement d'un capital de 200 milliards de dollars : sa première cible très remarquée, avant même sa création officielle, fut le rachat, pour 3 milliards de dollars, de 10 % du fonds d'investissements américain *Blackstone*, l'un des plus puissants au monde (7). Les banques d'Etat sont également actives dans des prises de participation majeures à l'étranger : fin 2007, la plus grosse d'entre elles, l'*Industrial and Commercial Bank of China* (ICBC), a payé plus de 5 milliards de dollars pour entrer à hauteur de 20 % dans le capital de la banque sud-africaine *Standard Bank*, pendant que la maison de titres *Citic Securities* mettait un milliard de dollars dans un échange d'actions avec Bear Stearns, une très honorable maison new-yorkaise en difficulté. Dans le même laps de temps, un fonds chinois de sécurité sociale s'appêtait à entrer dans le capital des plus gros fonds de placement au monde que sont Kohlberg Kravis Roberts et Carlyle (8).

Cette montée en puissance de l'Asie dans l'économie politique mondiale a de nombreuses facettes et connaît une dynamique moins linéaire, plus inégale et plus complexe que les quelques chiffres qui se dégagent de ce tableau d'ensemble. L'insertion de la Chine et de l'Inde dans l'économie mondiale varie à bien des égards. Chacune d'elles occupe une place distincte dans les longues chaînes de la division internationale du travail : pour certains, leur dépendance à l'égard d'un travail à bas salaire et des investissements étrangers reste importante, en dépit de leur progression sur la filière technologique et de leur entrée sur certains segments de l'économie des services à plus forte valeur ajoutée ; pour d'autres, le poids supposé de leur modèle dirigiste de développement irait à terme à l'encontre d'une telle dynamique. Comme le note Philip Golub, «*les irrégularités, les inégalités profondes, les fractures sociales, les dépendances réelles ne sont-elles pas la caractéristique historique même des dynamiques du développement capitaliste ? Dans le cas particulier de l'Asie, les irrégularités et les dépendances ne devraient pas masquer le synchronisme, l'étendue spatiale, l'intensité et la persistance temporelle d'une dynamique très remarquable du point de vue de l'histoire*» (9). A l'échelle du monde et de la temporalité longue du capitalisme, il s'agit bien d'une renaissance de la Chine et de l'Inde, les deux ensembles les plus riches et les plus peuplés de la terre il y a 1 000 ans (10).

Sans présager des rivalités qui ont marqué leurs relations à travers les âges, y compris les formes particulières qu'elles ont prises au XX^e siècle dans un contexte de décolonisation, de révolution et de Guerre froide, la Chine et l'Inde ne se contentent pas de leur poids économique récemment

(7) *Le Monde*, 29 sept. 2007.

(8) «Trojan dragons ; Chinese companies», *The Economist*, 3 nov. 2007.

(9) Philip GOLUB, *op. cit.*

(10) Angus MADDISON, *The World Economy. A Millennial Perspective*, OECD, Paris, 2001 ; Robert ROWTHORN, «The renaissance of China and India : implications for the advanced economies», *UNCTAD Discussion Paper*, n° 182, 2006.

acquis pour faire valoir leurs intérêts à l'égard des pays industrialisés. Depuis quelques années, les gouvernements de ces deux pays, qui avaient privilégié durant plusieurs décennies un développement autocentré et une diplomatie axée sur le Mouvement des Non-alignés, multiplient tous azimuts les initiatives de coopération bilatérale et régionale. Avec les États-Unis bien sûr et, dans une moindre mesure, l'Union européenne, mais aussi avec les voisins d'Asie centrale et du sud-est, tout comme avec la Russie et, pour des raisons essentiellement d'approvisionnement, avec l'Afrique sub-saharienne et l'Amérique latine (11).

Près de 20 ans après la répression de Tien-An-Men, les dirigeants chinois sont conscients des difficultés découlant de la nature de leur régime et sont d'autant plus actifs à cet égard. Face à l'étiollement du Mouvement des Non-alignés et de la Coopération économique Asie-Pacifique (APEC), d'autres plates-formes gagnent en importance. La Chine fait partie de l'OMC depuis 2001 et, forte de son statut de membre permanent du Conseil de sécurité de l'ONU, est un intermédiaire de premier plan dans les tentatives de règlement du risque nucléaire qui pèse sur la péninsule coréenne. Elle a établi, depuis le milieu de la crise asiatique en 1997, d'importants accords d'association avec l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), pour former, conjointement avec la Corée du Sud et le Japon, le groupe APT (ASEAN + 3), dont l'extension est en discussion avec l'Inde, l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Elle abrite le Secrétariat de l'Organisation de coopération de Shanghai qui, depuis 2001, encadre, entre elle et la Russie, les anciennes républiques soviétiques du Kazakhstan, de la Kirghizie, du Tadjikistan et de l'Ouzbékistan. Enfin, sa quête de matières premières la conduit à nouer des relations de plus en plus étroites avec un ensemble de pays latino-américains et africains, aux termes desquelles ces derniers cèdent des ressources énergétiques et des produits de base en échange d'un accès à des sources de financement, relâchant considérablement la conditionnalité des politiques imposées par les institutions de Bretton Woods (12).

Le poids de la Chine est une chose, mais il ne devrait pas nous prévenir de passer en revue les voies conjointes de l'Inde, du Brésil et de l'Afrique du Sud. En octobre 2007 a eu lieu le deuxième Sommet des Chefs d'État du dialogue IBSA (selon l'acronyme anglais de ces trois pays.). Cette plate-forme informelle se situe dans le prolongement du G20, le groupe informel des principaux pays émergents cherchant à mieux faire prévaloir leurs intérêts dans le cadre de l'OMC et du cycle de négociations lancé en 2001 à Doha. Tout en revendiquant un meilleur accès aux marchés européens et

(11) Shaun BRESLIN, *China and the Global Political Economy*, Palgrave Macmillan, Londres, 2007; Baldev Raj NAYAR/T.V. PAUL, *India in the World Order. Searching for Major-Power Status*, Cambridge University Press, Cambridge, 2003.

(12) Herbert DIETER (dir.), *The Evolution of Regionalism in Asia: Economic and Security Issues*, Routledge, Londres, 2008; Chris ALDEN, *China in Africa*, Zed Books, Londres, 2007.

américains, le G20 a su relayer les préoccupations de la plupart des pays en développement opposés à une ouverture débridée et uniforme de leur marché. C'est sur la base de ce principe que le dialogue IBSA a été formellement établi en 2003 : son objectif déclaré est de renforcer la coopération Sud-Sud dans un ensemble de domaines, tels que la diplomatie multilatérale, le commerce international, la technologie, la défense ou les enjeux environnementaux. Pour chacun de ces pays, cette initiative permet à la fois de consolider leur assise régionale et d'offrir un tremplin pour leur politique à l'échelle mondiale : les acteurs locaux sont ainsi attirés vers des relations explicites de subordination, guidant la façon dont ils peuvent coordonner leurs prises de position à l'égard des enjeux internationaux.

Comme l'expliquent C. Alden et M. Viera (13), en offrant un strapontin à ces Etats aux grandes tables de négociation et en leur conférant une responsabilité régionale en matière de sécurité, les Etats-Unis, suivis généralement en cela par les autres grands pays industrialisés, se donnent les moyens de mieux les insérer sur la scène internationale, tout en les maintenant dans un cadre hiérarchique de subordination. Le revers de la médaille est que le soutien interne pour cette nouvelle forme de trilatéralisme du Sud reste relativement faible : les forces sociales qui avaient porté au pouvoir l'ANC en Afrique du Sud, le Parti des Travailleurs au Brésil et le retour du Parti du Congrès en Inde donnent des signes d'impatience. Cinq ans après le lancement du forum IBSA, les résultats restent bien en deçà des objectifs initiaux en matière de réforme du Conseil de sécurité, de l'OMC et des institutions de Bretton Woods ; les grands projets d'intégration commerciale et de coopération élargie dans de nombreux domaines ne semblent eux aussi pas près d'aboutir (14).

L'irruption sur la scène internationale d'une nouvelle configuration de forces gravitant autour des principaux bénéficiaires de la mondialisation en Asie et, dans une moindre mesure, autour du Brésil et de l'Afrique du Sud donne lieu à un ensemble d'initiatives dont aucune n'a pour l'instant touché aux fondements institutionnels les plus importants du monde contemporain. Certaines marquent un décentrement vis-à-vis de l'unipolarité héritée de la fin de la Guerre froide, d'autres, plus spécifiquement un déplacement du centre de gravité de l'économie mondiale vers l'Asie, mais jamais un renversement marqué des structures existantes. Et, pour cause, un tel objectif correspondrait mieux à celui des victimes de la mondialisation. Parmi elles émerge également un pouvoir émergent, mais il repose sur des principes diamétralement opposés, fondés sur la capacité à s'organiser pour tenter de

(13) Chris ALDEN/Marco Antonio VIEIRA, «The new diplomacy of the South : South Africa, Brazil, India and trilateralism», *Third World Quarterly*, vol. XXVI, n° 7, 2005, pp. 1077-1 095. Cf. aussi F. VILLARES (dir.), *India, Brazil and South Africa : Perspective and Alliances*, IEEI/Ford Foundation/UNESP, São Paulo, 2006.

(14) *Africa News*, 18 oct. 2007.

renverser un rapport de forces défavorable. La section qui suit traite du contre-pouvoir des acteurs organisés sur cette base.

LE CONTRE-POUVOIR EMERGENT DES PERDANTS

Depuis quelques années, un ensemble d'acteurs étatiques et non étatiques s'est organisé en vue de mobiliser des forces sociales favorisant une stratégie de rupture face au renforcement des inégalités issues de la mondialisation néolibérale. Cette dynamique évoque le double mouvement analysé par Karl Polanyi pour rendre compte de la capacité des acteurs sociaux à s'auto-protéger contre l'avancement d'une société où les mécanismes de marché prévaudraient sur toute autre forme d'organisation (15). L'examen qui suit passe en revue ce type opposé de pouvoirs émergents en se focalisant sur la montée en puissance de l'altermondialisme et la croisée du chemin à laquelle il est aujourd'hui confronté. L'analyse porte moins sur sa base militante que sur les alliances susceptibles d'être passées avec des Etats comme le Venezuela et d'autres pays latino-américains voulant incarner une position progressiste en pointe de la lutte anti-impérialiste.

L'altermondialisme est devenu un mouvement social transnational à part entière à l'occasion du premier Forum social mondial tenu en janvier 2001 à Porto Alegre. Par sa forme, l'événement s'opposait explicitement au Forum économique mondial réunissant, comme chaque année depuis 30 ans, au même moment à Davos les élites transnationales parmi les plus influentes du monde des affaires et de la politique. En rassemblant plusieurs dizaines de milliers de militants en provenance des cinq continents, le Forum social mondial a considérablement renforcé la conscience collective des différentes coalitions qui s'opposaient au processus de mondialisation du programme néolibéral. Pour ces dernières, il incarne mieux que toute autre organisation le sentiment d'appartenir à un même mouvement à l'échelle de la planète.

Tout au long des années 1990, des coalitions à géométrie variable avaient vu le jour pour contester la progression du néolibéralisme; elles se sont renforcées dans le contexte des crises économiques et monétaires majeures qui ont suivi la libéralisation du marché international des capitaux dans les grands pays émergents. Le Mexique en 1995, les économies les plus prospères de l'Asie de l'Est en 1997, la Russie l'année suivante ont montré les conséquences possibles d'une telle politique et les menaces d'effondrement de l'ensemble de l'économie internationale qui pouvait en découler. Les premiers résultats concrets ont été, en 1998, la dénonciation des négociations discrètes de l'OCDE en vue d'un Accord multilatéral sur les investissements

(15) Karl POLANYI, *La Grande Transformation. Aux origines politiques et économiques de notre temps*, Gallimard, Paris, 1983.

(AMI) protégeant de façon démesurée les capitaux, suivie par la création d'ATTAC en France et son implantation dans de nombreux pays occidentaux, puis l'échec très médiatique de la conférence ministérielle de l'OMC à Seattle en 1999. Ces luttes, à l'échelle globale, contre des négociations en cours se sont toujours conjuguées avec des campagnes ciblées en vue de changer les règles prévalant au sein des principales institutions multilatérales. Le mouvement «*Fifty years is enough*» contre les institutions de Bretton Woods ou la campagne Jubilee 2000 pour l'annulation de la dette des pays les plus pauvres de la planète en sont les exemples les plus notoires.

Le pouvoir émergent de l'altermondialisme se situe dans une dynamique de mobilisation politique considérée, selon les analyses, comme appartenant à une temporalité plutôt longue ou courte et à un espace militant plus ou moins internationalisé. Les internationalistes mettront ainsi en avant le renouveau de mouvements citoyens transnationaux face à la mondialisation du capitalisme, dans la longue tradition de résistance du tiers-mondisme, du féminisme, des luttes anticoloniales et, avant elles, du communisme et du syndicalisme (16). Les sociologues du politique analyseront quant à eux l'altermondialisme comme une réponse à la recomposition des espaces militants nationaux autour de mouvements marginaux existant avant la problématique de la mondialisation : leur force a été de ce point de vue de savoir tirer parti de la crise du tiers-mondisme et du recul du syndicalisme, en investissant l'espace ouvert aussi bien par les inquiétudes liées à la mondialisation que par l'érosion de la gauche au pouvoir dans de nombreux pays dominants ; cette thèse s'appuie sur une analyse détaillée du cas de la France (17). A bien des égards, les deux thèses fournissent des explications plus complémentaires que contradictoires. En paraphrasant René Passet, toutes deux reconnaissent que la force de l'altermondialisme résulte de sa capacité à transformer l'aspiration authentique des peuples en une dynamique (18). Si les problèmes auxquels font face les forces sociales renferment une logique transnationale, le travail de mobilisation conserve quant à lui une dimension locale et nationale, quand bien même il trouve d'importants relais de coordination à l'échelle internationale.

Le bilan à établir après environ une décennie de mouvement altermondialiste conduit ainsi à dépasser le seul cas de la France, de la crise que traverse ATTAC France depuis 2006 et des signes de lassitude dont les médias se font l'écho. Sur les principales campagnes de l'altermondialisme, si la réforme des institutions multilatérales et l'instauration d'une taxation des transactions financières internationales sont restées dans l'impasse après les

(16) Barry K. GILLS (dir.), *Globalization and the Politics of Resistance*, Macmillan, Basingstoke, 2000 ; Robert O'BRIEN et al., *Contesting Global Governance. Multilateral Economic Institutions and Global Social Movements*, Cambridge University Press, Cambridge, 2000.

(17) Olivier FILLIEULE, Erik AGRİKOLANSKY, Nonna MAYER (Eds), *L'Altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion, 2005.

(18) René PASSET, «Imaginer sans cesse...», *L'Economie politique*, n° 25, janvier 2005, p. 18.

premières victoires sur l'AMI et la montée en puissance du mouvement dans le cadre des grands contre-sommets, la mobilisation en faveur de l'annulation de la dette du Tiers-Monde et de la défense du service public contre le renforcement de l'Accord général sur les services (AGCS) a quant à elle infléchi les cadres de négociation en cours, notamment au G8, à l'OMC et sur le plan européen. Le mouvement altermondialiste est devenu un acteur à part entière de la mondialisation. En substituant le préfixe «alter» à celui d'«anti» devant l'adjectif «mondialiste», le mouvement a conquis la capacité d'influencer l'ordre du jour et la définition des problèmes. Ses analyses critiques et ses contre-expertises contribuent au répertoire d'actions du mouvement de protestation contre la mondialisation néolibérale. Auparavant décrié et rejeté comme interlocuteur illégitime, il compte désormais parmi les acteurs incontournables des processus de négociation élargis et continue à marquer de son influence les transformations en cours dans les pays où les forces progressistes ont accédé au pouvoir (19).

Il convient toutefois de mitiger ce bilan. Le mouvement altermondialiste peine à se réinventer face à l'ampleur des moyens déployés par la guerre globale contre le terrorisme. Il a certes trouvé une nouvelle cible de contestation, mais celle-là redouble de moyens de répression à son encontre et brouille la lisibilité de revendications axées auparavant sur des enjeux essentiellement économiques, sociaux et environnementaux. De plus, si les divergences croissantes entre dirigeants reflètent pour une part des luttes traditionnelles de pouvoir et des conflits de personnes, elles relaient aussi les contradictions intrinsèques à tout mouvement social entre élargissement et approfondissement. Le problème de l'élargissement est celui des relations à établir avec d'autres types d'organisations qui défendent des causes qui lui sont proches, notamment la nébuleuse de mouvements communautaristes au Sud, les organisations religieuses – en particulier islamiques – ou les syndicats. Le problème de l'approfondissement concerne le renforcement du passage à l'action. Le pouvoir émergent de l'altermondialisme dépend des réponses qui lui sont données. Il existe un courant qui s'oppose frontalement à toute stratégie de renforcement, en privilégiant la poursuite de l'élargissement. Parmi ceux qui sont en faveur d'un renforcement, certains n'ont d'yeux que pour les expériences radicales de libération autonome menées par les Zapatistes au Mexique. D'autres s'agrègent autour d'une ligne réformiste axée sur l'aile gauche des instruments traditionnels de la social-démocratie. Entre ces deux pôles, plusieurs synthèses sont possibles.

Une des questions-clefs dont il ne peut être fait l'économie concerne les relations à établir avec les États anti-impérialistes en pointe de la lutte progressiste à l'échelle internationale. C'est dans cette perspective qu'il convient d'examiner la force d'attraction que représente pour le mouvement

(19) «L'altermondialisme a-t-il un avenir?», *L'Economie politique*, janvier 2005, n° 25; «Altermondialisme : crise de croissance», *Alternative internationale*, décembre 2006, n° 33.

altermondialiste non plus tant l'arrivée au pouvoir du Parti des travailleurs au Brésil, la capacité de s'y maintenir de l'ANC en Afrique du Sud ou le retour aux affaires du Parti du Congrès en Inde, mais l'ampleur prise aujourd'hui par l'Alternative bolivarienne pour les Amériques du président vénézuélien Hugo Chávez.

LE POTENTIEL CONTRE-HÉGÉMONIQUE DE L'ALTERNATIVE BOLIVARIENNE POUR LES AMÉRIQUES

Depuis son accession à la présidence du Venezuela en 1999, Hugo Chávez a tenté de mettre en œuvre un programme socialiste et anticolonialiste d'intégration régionale de l'Amérique latine. Mobilisant la figure tutélaire de Simon Bolivar et son projet d'intégration régionale entre les Etats qui s'étaient émancipés de la colonisation espagnole au début du XIX^e siècle, cette politique se veut la cheville ouvrière d'un renversement plus global des structures d'inégalités à travers le monde. En ce sens, elle s'apparente à un projet contre-hégémonique qui, comme l'a bien montré S. Burges, concurrence les ambitions du Brésil sur le plan aussi bien régional qu'international (20).

Dans sa conception gramscienne, la notion d'hégémonie caractérise une situation dans laquelle les dimensions politique, économique et culturelle d'un rapport de forces particulier se conjuguent pour faire partager une conception du monde donnant substance et cohérence à la domination qui en découle. C'est dans une telle situation qu'une direction hégémonique peut s'imposer, au sein ou pour la conquête de l'Etat selon Gramsci, sur le plan international selon ceux qui s'inspirent de ses réflexions pour une analyse de l'économie politique internationale (21). Un projet contre-hégémonique se réfère ainsi à une stratégie qui remet en cause les fondements sociaux, économiques ou politiques d'un tel ordre se perpétuant grâce à l'emprise de la dimension consensuelle de la domination. Forte de ces principes, l'Alternative bolivarienne pour les Amériques a d'abord été conçue comme antithèse au projet de Zone de libre-échange pour les Amériques, promu à partir de la fin des années 1990 par les administrations aussi bien démocrates que républicaines des Etats-Unis. Ce projet néolibéral d'intégration régionale est aujourd'hui tombé en désuétude, après que ni le Brésil, ni l'Argentine, ni le Venezuela ne furent prêts à le soutenir. Une composante essentielle de la politique néo-bolivarienne du président Chávez est un strict contrôle étatique sur l'économie et une atténuation drastique des rela-

(20) Sean W. BURGESS, «Building a global Southern coalition: the competing approaches of Brazil's Lula and Venezuela's Chávez», *Third World Quarterly*, vol. XXVIII, n° 7, 2007, pp. 1343-1358.

(21) Stephen GILL (dir.), *Gramsci, Historical Materialism and International Relations*, Cambridge University Press, Cambridge, 1993; Andreas BIELER/Adam David MORTON (dir.), *Images of Gramsci. Connections and Contentions in Political Theory and International Relations*, Routledge, Londres, 2006.

tions de dépendance vis-à-vis des économies dominantes, en particulier des Etats-Unis. En utilisant le pétrole comme instrument essentiel de sa politique, le Venezuela a rallié un nombre toujours plus important de pays latino-américains à sa cause.

C'est sur cette base que le programme Petrocaribe a été fondé en 2005 : il assure à 14 pays des Caraïbes dénués d'énergie une livraison de pétrole à cours préférentiel en échange de leur appui diplomatique, notamment dans les enceintes onusiennes et au sein de l'Organisation des Etats américains par l'entremise desquelles l'administration américaine cherche à neutraliser la politique vénézuélienne. En 2005, le Venezuela a également rejoint le Mercosur, le marché commun sud-américain fondé en 1991 par le Brésil, l'Argentine, le Paraguay et l'Uruguay. Le pouvoir émergent du Venezuela trouve d'importants relais autour de l'axe progressiste formé par ses relations privilégiées avec Cuba et les pays Caraïbes et, plus largement, par le renforcement de la gauche en Amérique latine, à l'image de la Bolivie du président Evo Morales et de l'Equateur du président Raffaele Correa. Cependant, il ne se contente pas de privilégier une coopération et une intégration régionale Sud-Sud fondée sur une solidarité diplomatique et des échanges de troc en contrepartie de livraisons pétrolières.

La diplomatie pétrolière du président Chávez vise aussi à établir de nouvelles alliances internationales et transnationales. Son objectif consiste à réduire les effets de dépendance vis-à-vis des mécanismes de domination les plus saillants du monde contemporain et à promouvoir un changement de l'architecture internationale en faveur d'un monde multipolaire. Dans une logique de pouvoir conventionnelle, elle a ainsi passé des accords avec d'autres Etats comme la Chine, la Russie ou l'Iran, comptant parmi les grands producteurs ou consommateurs de ressources énergétiques et plus ou moins identifiés comme menace à l'encontre des pays dominants. Elle est également en pointe du projet de Banque du Sud, qui contournerait à la fois les fonctions de la Banque mondiale en matière de financement du développement et celles du FMI, en établissant un fonds de stabilisation monétaire, avec, à terme, l'ambition complémentaire de se substituer aux banques centrales des pays membres grâce à la création d'une monnaie unique (22). Plus originale est la logique transnationale des accords conclus au bénéfice des communautés les plus démunies à l'intérieur des pays riches. Cette « diplomatie citoyenne » n'a pas manqué une occasion de mettre en avant son implication directe aux Etats-Unis, par l'aide aux victimes de l'ouragan Katrina en 2005, à La Nouvelle-Orléans, ou par les accords

(22) Si le principe de création de la Banque du Sud a été adopté lors de la signature, le 3 mai 2007, de la Déclaration de Quito signée par les ministres des Finances de l'Argentine, de la Bolivie, du Brésil, de l'Equateur, du Paraguay et du Venezuela, le report, en novembre 2007, de la signature de son Acte de fondation reflète les grandes divergences qui continuent à marquer ce projet. Selon certaines analyses, la participation du Brésil n'a pas d'autre ambition que celle de geler le projet. Cf. notamment Damien MILLET/ Eric TOUSSAINT, « Banque du Sud contre Banque mondiale », *Le Monde diplomatique*, juin 2007.

«Pétrole contre pauvreté» passés avec des associations de soutien aux personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté. C'est la même logique de lutte contre les inégalités aussi bien intra- qu'inter-nationales qui fonde le contrat «Pétrole contre expertise», que le maire de Londres, Ken Livingstone, a conclu en février 2007 avec le Président vénézuélien pour réduire la facture pétrolière des bus londoniens en échange de conseils fournis par les Britanniques en matière d'environnement et financer ainsi une subvention à hauteur de 50 % des titres de transports londoniens en faveur des usagers les plus modestes (23).

L'Alternative bolivarienne pour les Amériques met en œuvre des politiques très variées, voire contradictoires, pour renforcer les capacités d'action collective susceptibles de conduire à une transformation de la société en faveur de populations dépourvues des moyens de contrôler leur propre vie. Cependant, son potentiel en matière de contre-pouvoir à l'échelle internationale comporte de nombreuses limites. Le risque réel de dérive autoritaire du président Chávez va à l'encontre des principes d'horizontalité, de pluralisme et de non-directivité si chers à la plupart des mouvements progressistes qui s'agrègent dans les alliances à envisager avec l'altermondialisme. Le point d'appui essentiel que constitue le pétrole dans cette stratégie en est aussi le talon d'Achille : si les cours élevés de l'or noir dans les années à venir ne devraient pas fragiliser les ressources énormes dont dispose le Venezuela, les énergies fossiles ne constituent pas moins la cible privilégiée des enjeux climatiques soulevés par les mouvements environnementaux au cœur de la mouvance altermondialiste (24). Enfin, si le Venezuela a su pour l'heure ménager la concurrence à laquelle il se livre avec le Brésil en matière de *leadership* à la fois régional et progressiste, l'ambition de chacun d'entre eux à incarner la tête de pont d'un bloc contre-hégémonique à l'échelle internationale pourrait dans le futur nourrir des rivalités d'une autre ampleur (25).

* *
*

Le présent article a cherché à élargir le champ dans lequel situer les pouvoirs émergents dans la mondialisation. Cette démarche, fondée sur une approche critique en Economie politique internationale, présente l'avantage de dépasser une vision stato-centrique étreinte sur les pouvoirs émergents et d'écarter les discours savants sur la diabolisation de la Chine et les phases de transition hégémonique supposées générer des conflits armés. Elle

(23) *Financial Times*, 24 fév. 2007.

(24) Sur les enjeux environnementaux soulevés par les pouvoirs émergents, Cf. Laurence TUBIANA/Tancrède VOITURIEZ, «Les pays émergents dans la gouvernance mondiale : nouveaux défis et opportunités», Institut du développement durable et des relations internationales, Paris, 2007.

(25) Sean W. BURGESS, *op. cit.*

permet en outre d'opposer à la montée en puissance des principaux bénéficiaires de la mondialisation le contre-pouvoir de ceux qui s'estiment en être les perdants. L'analyse a montré la dynamique non linéaire et multiple du déplacement du centre de gravité du capitalisme vers l'Asie. Cette reconfiguration des rapports de force à l'échelle mondiale ne se réduit ainsi pas à une confrontation avec ce qu'on a pendant longtemps appelé l'«Ouest», c'est-à-dire un centre de l'économie mondiale à cheval entre l'Europe occidentale et les États-Unis : elle noue des liens complexes avec le cœur du capitalisme transnational ; elle entre de plain-pied dans le monde de la finance et maîtrise toujours mieux les instruments par lesquels s'exerce un pouvoir structurel sur l'économie. Liée au modèle de croissance des économies occidentales, elle en relaie aussi d'importantes contradictions. L'analyse n'a pas porté à cet égard sur les implications des rivalités pour l'accès aux ressources énergétiques, des enjeux globaux du réchauffement climatique ou de la nature autoritaire du régime chinois. Elle s'est contentée de passer en revue les initiatives des acteurs organisés en vue de renverser un rapport de force qu'ils estiment défavorable. De ce point de vue, la capacité du pouvoir émergent de l'Asie à faire reconnaître sa domination dépend aussi des réponses apportées aux revendications qui ont fait la force de l'altermondialisme et des alliances susceptibles d'être passées avec le nouveau pôle de forces progressistes en Amérique latine.